



Commission économique mixte Suisse-Turquie: stabilité des relations en période de turbulences

Lors de la dixième réunion de la commission économique mixte avec la Turquie, l'économie suisse a enregistré des progrès concrets. Ces relations bilatérales restent toutefois hypothéquées par la situation économique et politique difficile que connaît la Turquie.

Quelque neuf mois après la visite de la secrétaire d'État Marie-Gabrielle Ineichen-Fleisch, une délégation suisse s'est à nouveau rendue en Turquie du 20 au 22 juin 2022, cette fois-ci dans le cadre d'une commission économique mixte, la dixième à se réunir entre la Suisse et la Turquie. Conduite par l'ambassadeur Erwin Bollinger (SECO), l'économie suisse était largement représentée aux côtés de Switzerland Global Enterprise (S-GE) et de l'Assurance suisse contre les risques à l'exportation (SERV). Sous la direction d'economiesuisse, les préoccupations de l'industrie des machines et de l'horlogerie, mais aussi de la branche pharmaceutique et du textile, ont pu être abordées de manière constructive avec les services compétents du ministère turc du Commerce.

PROGRÈS TANGIBLES VERS L'ACCÈS AU MARCHÉ TURC

Les échanges directs avec les autorités turques ont débouché sur l'adoption de mesures concrètes qui amélioreront l'accès au marché turc des produits suisses. Ainsi, le dédouanement des montres suisses à l'aéroport d'Istanbul sera de

nouveau possible et, en matière de règles d'origine, la Turquie entend appliquer à l'avenir les règles PEM révisées, un point particulièrement important pour l'industrie textile suisse. Enfin, une autre étape décisive a pu être franchie dans le domaine EPC (ingénierie, approvisionnement et construction). La SERV et la Türk EximBank ont signé, dans le cadre de la rencontre, une déclaration d'intention commune (MoU), qui devrait permettre de renforcer la collaboration. Des entreprises EPC turques sélectionnées devraient être invitées en Suisse cette année encore.

LE POTENTIEL DES RELATIONS BILATÉRALES

Ce n'est pas un hasard si la Suisse et la Turquie entretiennent des relations bilatérales aussi intenses: de par sa situation géographique, la Turquie offre déjà aux entreprises helvétiques un pont important vers les marchés du Moyen-Orient, d'Asie centrale et d'Afrique. Cet avantage géostratégique pourrait encore se renforcer à l'avenir du fait de la diversification des chaînes de valeur mondiales – une chance pour l'économie suisse. Inversement, notre pays est aussi un partenaire intéressant pour la Turquie, comme en témoignent les flux financiers. L'an dernier, par exemple, la Suisse était le sixième investisseur direct étranger dans ce pays, et même le premier du monde au premier trimestre de 2022. La conclusion de l'accord de libre-échange révisé entre la Turquie et les pays de l'AELE, entré en vigueur le 1er octobre de l'année dernière, est annonciatrice d'un probable développement supplémentaire des relations commerciales entre la Suisse et la Turquie.

LA TURQUIE FACE À DE PROFONDS DÉFIS

Les relations bilatérales subissent également le contrecoup de défis économiques et politiques profonds: d'une part, une politique monétaire durablement accommodante a conduit le pays à connaître le niveau d'inflation de loin le plus élevé de tous les membres de l'OCDE (70%), lequel se traduit par une baisse massive du pouvoir d'achat, ressentie douloureusement lors des hausses de prix du carburant ou des denrées alimentaires. D'autre part, les conséquences de la guerre en Ukraine sont particulièrement dures pour la Turquie, pays qui, habituellement, entretient des relations économiques étroites avec la Russie et l'Ukraine. Aux chapitres de l'énergie et de l'agriculture, la Turquie est fortement tributaire des importations en provenance de ces deux pays.

Les perturbations mentionnées ci-dessus se sont récemment traduites par un climat d'investissement de plus en plus imprévisible pour les entreprises suisses. Reste donc à espérer que la Turquie retrouvera à moyen terme la voie d'une politique économique solide et prévisible.